

Un défaut de paiement italien peut provoquer un krach mondial en 2019



Article rédigé par *Boulevard Voltaire*, le 04 juillet 2018

Source [Boulevard Voltaire] La crise de la zone euro se répandra en 2019 comme une traînée de poudre dans le monde entier surendetté...

Il est très probable que l'étincelle première du krach mondial de 2019 apparaîtra en Italie, qui cumule tous les dangers d'un défaut de paiement de l'État (dette publique de 130 % du PIB) et de krach bancaire que j'ai analysés dans une précédente chronique sur *Boulevard Voltaire*. Pour deux raisons : 11 % de créances douteuses et 20 % d'obligations de l'État dans les actifs des banques italiennes.

Si l'alliance populiste a tout juste pour l'immigration, elle a tout faux pour l'économie et augmente dangereusement le risque de faillite de l'État italien : baisse de l'impôt avec mise en place d'une « flat tax » de 15 à 20 %, hausse des dépenses sociales (revenu de citoyenneté de 780 euros, réforme trop généreuse des retraites), embauche de fonctionnaires, soit une augmentation possible du déficit public de 115 milliards d'euros qui pourrait alors s'élever, nonobstant l'augmentation des taux d'intérêt, au chiffre fatidique de 7 % du PIB.

En cas de menace de défaut de paiement de l'État ou de krach bancaire, suite également à l'augmentation des taux d'intérêt, l'Union européenne et la BCE seront dans l'incapacité d'aider l'Italie, comme cela a été fait pour la dette publique de 300 milliards d'euros de la Grèce. La dette italienne s'élève à 2.300 milliards d'euros, soit huit fois plus que celle de la Grèce, avec un PIB de 15,4 % de la zone euro (France 20,5 %). Le Mécanisme européen de stabilité ne dispose pas des moyens suffisants.

Quant à la BCE, elle doit mettre fin au « QE » (Quantitative Easing) monétaire fin décembre 2018, après l'avoir rabaissé à nouveau à 15 milliards en septembre (80 milliards à l'origine). Ses rachats d'obligations ont contribué à abaisser le « spread » jusqu'en avril 2018 (l'écart entre les taux d'emprunt italien et allemand) à 1,15 % ; il est déjà remonté à 2,45 %. Cela promet donc pour 2019, l'année de tous les dangers.

En théorie, la BCE pourrait utiliser en 2019 l'arme stratégique de l'OMT (Opérations monétaires sur titres) avec un programme d'achat illimité de la dette souveraine de l'Italie, mais cela correspondrait, en fait, à l'explosion de la zone euro. De plus, la BCE n'en a pas le droit car l'Italie doit passer préalablement par la case « Mécanisme européen de stabilité de l'Union européenne » en acceptant un programme de redressement sous tutelle, ce qui est inacceptable par principe pour l'Alliance populiste. La Coalition a déjà envisagé la possibilité d'émettre des bons du Trésor italien pour payer en monnaie de singe (tout comme les assignats de la République française) les entreprises et les ménages.

Suite à la théorie des dominos, la Grèce, le Portugal, l'Espagne et la France exploseront à leur tour. La BNP et le Crédit agricole sont particulièrement exposés. Les banques françaises possèdent 280 milliards de créances italiennes et 50 milliards de dettes souveraines. En France, l'illusionniste Macron ne réforme que pour la galerie à pas de fourmi ; les économies sur les dépenses publiques sont en fait inexistantes, comme le remarque la Cour des comptes, tandis que les prélèvements augmentent (CSG, carburants, cigarettes, taxe foncière, électricité, gaz...).

La Deutsche Bank vient de supprimer 10.000 emplois et de fermer 200 agences en Allemagne. Ses trois derniers exercices sont déficitaires, avec une perte de 497 millions d'euros en 2017. Son bilan est de 1.700 milliards de dollars, soit trois fois celui de Lehman Brothers en 2008.

Quant à la Grèce, la campagne médiatique sur la renaissance grecque est indigne et machiavélique ! « *La*

crise grecque s'achève ici cette nuit », nous dit sans rire le cynique arriviste socialiste Pierre Moscovici. Le FMI, lui, a eu le courage d'affirmer que seul un effacement partiel de la dette grecque pouvait régler le problème à long terme. L'Union européenne n'a fait que reporter l'échéance en accordant un délai de grâce de dix ans et en allongeant de dix ans les délais de remboursement des 96 milliards de prêts du MES, à 2069 – autrement dit, aux calendes grecques ! Entre-temps, la zone euro aura explosé et la Grèce sera depuis longtemps en défaut de paiement !

La crise de la zone euro se répandra en 2019 comme une traînée de poudre dans le monde entier surendetté (Chine, Japon, États-Unis, pays émergents). Français, Françaises, achetez de l'or avant que tout n'explose et que tout ne s'effondre !